



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 7 juin 2017 — N° 264

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Souligner le parcours d'un bénévole exceptionnel, monsieur Mongi Zitouni.*
- La députée de Chicoutimi sur le sujet suivant : *Relais pour la vie.*
- Le député de Chomedey sur le sujet suivant : *Souligner la marche contre la guerre de l'École d'éducation internationale de Laval.*
- La députée de Montarville sur le sujet suivant : *Souligner le 175^e de la paroisse de Saint-Bruno.*
- Le député de Vimont sur le sujet suivant : *Félicitations à madame Mélangy Houle pour son 5 km à la Course des princesses de Bonjour Printemps 2017.*
- La députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques sur le sujet suivant : *Appui à la Coalition culture.*
- Le député de Marquette sur le sujet suivant : *Rendre hommage au bénévolat de monsieur Émile Lacoste.*
- Le député d'Arthabaska sur le sujet suivant : *20 ans de L'Envol et 20 ans d'implication pour Mme Marguerite Bourgeois.*
- Le député de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Souligner le 150^e anniversaire du Sherbrooke Hussars.*
- La députée de Joliette sur le sujet suivant : *Joliette remporte l'édition 2017 de Cégeps en spectacle.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
 - 2) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**
 - 3) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**
-
- * Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 4) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

- 5) Projet de loi n° 79*
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42^e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 6) Projet de loi n° 85
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **4 décembre 2015**
- 7) Projet de loi n° 86
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**
- 8) Projet de loi n° 96
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le **7 juin 2016**
- 9) Projet de loi n° 107
Loi visant à accroître la compétence et l'indépendance du commissaire à la lutte contre la corruption et du Bureau des enquêtes indépendantes ainsi que le pouvoir du directeur des poursuites criminelles et pénales d'accorder certains avantages à des témoins collaborateurs
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **8 juin 2016**

- 10) Projet de loi n° 119
Loi visant à favoriser la résolution de différends en lien avec une entente intermunicipale relative à des services de police
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **1^{er} novembre 2016**
- 11) Projet de loi n° 123
Loi modifiant diverses dispositions dans le domaine de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **9 décembre 2016**
- 12) Projet de loi n° 128
Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **13 avril 2017**
- 13) Projet de loi n° 133
Loi obligeant le port de l'uniforme par les policiers et les constables spéciaux dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **27 avril 2017**
- 14) Projet de loi n° 134
Loi visant principalement à moderniser des règles relatives au crédit à la consommation et à encadrer les contrats de service de règlement de dettes, les contrats de crédit à coût élevé et les programmes de fidélisation
Présenté par la ministre de la Justice le **2 mai 2017**
- 15) Projet de loi n° 135
Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le **25 avril 2017**
- 16) Projet de loi n° 137*
Loi concernant le Réseau électrique métropolitain
Présenté par le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports le **11 mai 2017**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

17) Projet de loi n° 139

Loi regroupant l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse, l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse et l'Office Québec-Monde pour la jeunesse

Présenté par la ministre des Relations internationales et de la Francophonie le **18 mai 2017**

Étude détaillée en commission

18) Projet de loi n° 53

Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires

Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 26 mai 2015

Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 19 octobre 2016

Principe adopté le **30 novembre 2016**, et

Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

19) Projet de loi n° 62

Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes

Présenté par la ministre de la Justice le 10 juin 2015

Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 9 novembre 2016

Principe adopté le **15 novembre 2016**, et

Renvoyé à la Commission des institutions

20) Projet de loi n° 99

Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions

Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie le 3 juin 2016

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 6 octobre 2016

Principe adopté le **19 octobre 2016**, et

Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

21) Projet de loi n° 108

Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics

Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor le 8 juin 2016

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 4 octobre 2016

Principe adopté le **24 novembre 2016**, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

22) Projet de loi n° 113

Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements

Présenté par la ministre de la Justice le 6 octobre 2016

Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 30 novembre 2016

Principe adopté le **2 décembre 2016**, et

Renvoyé à la Commission des institutions

23) Projet de loi n° 118

Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux

Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 2 novembre 2016

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 7 février 2017

Principe adopté le **23 février 2017**, et

Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

24) Projet de loi n° 121

Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec

Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 8 décembre 2016

Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 30 mars 2017

Principe adopté le **16 mai 2017**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

25) Projet de loi n° 122

Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs

Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 6 décembre 2016

Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le 14 mars 2017

Principe adopté le **16 mai 2017**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

26) Projet de loi n° 130

Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux

Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 9 décembre 2016

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 16 février 2017

Principe adopté le **22 février 2017**, et

Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

27) Projet de loi n° 132

Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques

Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 6 avril 2017

Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 18 mai 2017

Principe adopté le **31 mai 2017**, et

Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

28) Projet de loi n° 138

Loi modifiant le Code de procédure pénale et la Loi sur les tribunaux judiciaires afin de favoriser l'accès à la justice et la réduction des délais en matière criminelle et pénale

Présenté par le ministre de la Justice le 10 mai 2017

Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 31 mai 2017

Principe adopté le **1^{er} juin 2017**, et

Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 29)** Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 30)** Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 31)** Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 32)** Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 33)** Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 34)** Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 35)** Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**

- 36) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 37) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 38) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 39) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 40) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 41) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 42) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 43) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 44) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**

- 45) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 46) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 47) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**
- 48) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**
- 49) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 50) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**
- 51) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**
- 52) Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**
- 53) Projet de loi n° 592
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**

- 54) Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**
- 55) Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**
- 56) Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**
- 57) Projet de loi n° 596
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**
- 58) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**
- 59) Projet de loi n° 598
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **12 mai 2016**
- 60) Projet de loi n° 599
Loi visant à contrer l'accaparement des terres agricoles
Présenté par le député de Berthier le **26 mai 2016**
- 61) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur la police afin de minimiser les coûts des services de police sans compromettre la sécurité de la population et de faciliter le partage de ces services entre les corps de police
Présenté par le député de Blainville le **24 mai 2016**

- 62)** Projet de loi n° 691
Loi visant à interdire la facturation de frais accessoires pour des services assurés
Présenté par la députée de Taillon le **25 mai 2016**
- 63)** Projet de loi n° 696
Loi visant à inciter les municipalités à adopter une réglementation qui encadre le jeu libre dans les rues et les ruelles afin de favoriser les saines habitudes de vie chez les jeunes et d'améliorer le bien-être des familles
Présenté par le député de Borduas le **24 novembre 2016**
- 64)** Projet de loi n° 697
Loi visant à permettre aux étudiants en droit de donner des consultations et des avis d'ordre juridique dans une clinique juridique universitaire afin d'améliorer l'accès à la justice
Présenté par le député de Borduas le **11 mai 2017**
- 65)** Projet de loi n° 699
Loi modifiant la Loi sur l'administration fiscale dans le but d'augmenter certains seuils d'admissibilité pour interjeter un appel sommaire devant la division des petites créances de la Cour du Québec
Présenté par le député de Borduas le **23 mars 2017**
- 66)** Projet de loi n° 790
Loi concernant la suspension du processus de délimitation des circonscriptions électorales
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **15 février 2017**
- 67)** Projet de loi n° 791
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin d'encadrer les contrats de programme de récompenses
Présenté par le député de Borduas le **22 février 2017**
- 68)** Projet de loi n° 792
Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat
Présenté par le député de Borduas le **15 mars 2017**

- 69) Projet de loi n° 793
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin que tout élève de moins de 18 ans ait droit à la gratuité des services éducatifs prévus par cette loi sans qu'il soit nécessaire qu'il soit citoyen canadien ou résident permanent
Présenté par le député de Mercier le **23 mars 2017**
- 70) Projet de loi n° 794
Loi encadrant l'utilisation de l'état de santé comme facteur de détermination de risque dans les contrats d'assurance
Présenté par la députée de Taillon le **4 avril 2017**
- 71) Projet de loi n° 795
Loi proclamant le Mois de l'eau
Présenté par le député de Jonquière le **11 avril 2017**
- 72) Projet de loi n° 797
Loi modifiant le Code civil afin que le lien de filiation du conjoint de fait décédé avant la naissance de son enfant soit reconnu
Présenté par le député de Borduas le **30 mai 2017**
- 73) Projet de loi n° 798
Loi visant à encadrer l'exploitation des établissements d'hébergement touristique de catégorie « résidences de tourisme » et à définir le rôle et les responsabilités des intermédiaires de location en ligne
Présenté par le député de Mercier le **26 avril 2017**
- 74) Projet de loi n° 799
Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels dans le but de supprimer l'obligation d'être citoyen canadien pour être membre du conseil d'administration d'un syndicat ou faire partie de son personnel
Présenté par le député de Mercier le **10 mai 2017**
- 75) Projet de loi n° 890
Loi visant à assurer la saine administration de la justice afin de préserver la confiance du public envers le système de justice
Présenté par le député de Borduas le **18 mai 2017**
- 76) Projet de loi n° 895
Loi modifiant le Code civil dans le but de permettre à toute personne domiciliée au Québec d'obtenir une modification de la mention du sexe figurant sur son acte de naissance
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **17 mai 2017**

- 77) Projet de loi n° 897
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse afin de garantir le droit
à l'éducation
Présenté par le député de Chambly le **1^{er} juin 2017**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 78) Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 79) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 80) Projet de loi n° 211
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 81) Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond-Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 82) Projet de loi n° 221
Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield
Présenté par la députée de Vaudreuil le **16 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

83) Projet de loi n° 224

Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus)

Présenté par le député de Chambly le **2 décembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

84) Projet de loi n° 225

Loi concernant la Société du complexe portuaire de Sorel-Tracy

Présenté par le député de Richelieu le **11 mai 2017**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

85) Projet de loi n° 226

Loi concernant La Société des éleveurs de porcs du Québec

Présenté par le député de Maskinongé le **16 mai 2017**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

86) Projet de loi n° 227

Loi concernant le projet d'aréna et de glaces communautaires de la Ville de Gatineau

Présenté par le député de Chapleau le **11 mai 2017**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

87) Projet de loi n° 228

Loi concernant la copropriété Le 221 St-Sacrement

Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **11 mai 2017**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

88) Projet de loi n° 229

Loi concernant certaines aliénations relatives à l'édifice de la Unity Building

Présenté par le député de Chomedey le **11 mai 2017**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

89) 1^{er} juin 2017

Motion de la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation au nom de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne, signé le 30 octobre 2016 et approuvé par le parlement européen le 15 février 2017.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 11 juin 2017.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Projet de loi n° 98

Loi modifiant diverses lois concernant principalement l'admission aux professions et la gouvernance du système professionnel

Adopté le **6 juin 2017**

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2015-2016 et sur ses engagements financiers.
- Audition du Centre de services partagés du Québec sur sa gestion administrative et sur les chapitres 2 et 9 du rapport du printemps 2016 du Vérificateur général du Québec, intitulés respectivement « Vérification particulière (Partie 2). Contrats d'achats regroupés en technologies de l'information » et « Suivi d'une vérification de l'optimisation des ressources. Centre de services partagés du Québec : acquisitions de biens et de services ».
- Audition de la Commission municipale du Québec sur sa gestion administrative et sur ses engagements financiers.
- Audition d'Hydro-Québec sur le rapport de l'automne 2016 du Vérificateur général du Québec intitulé « Hydro-Québec : processus d'approvisionnement en travaux et en services spécialisés ».
- Audition du ministère de la Sécurité publique et de la Commission québécoise des libérations conditionnelles sur le rapport de l'automne 2016 du Vérificateur général du Québec intitulé « Services correctionnels : réinsertion sociale ».
- Audition du ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation et d'Investissement Québec sur le rapport de juin 2016 du Vérificateur général du Québec intitulé « Aide financière accordée à Premier Tech ».
- Audition de La Financière agricole sur le rapport du printemps 2015 du commissaire au développement durable intitulé « La Financière agricole du Québec : mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance ».
- Audition du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports en suivi de la recommandation 8.4 du 34^e rapport de la Commission de l'administration publique.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 121**, Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (mandat confié le 16 mai 2017).
- **Projet de loi n° 122**, Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (mandat confié le 16 mai 2017).
- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 221**, Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (mandat confié le 16 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 225**, Loi concernant la Société du complexe portuaire de Sorel-Tracy (mandat confié le 11 mai 2017).
- **Projet de loi n° 227**, Loi concernant le projet d'aréna et de glaces communautaires de la Ville de Gatineau (mandat confié le 11 mai 2017).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 224**, Loi concernant le morcellement d'un lot situé en partie dans l'aire de protection de la maison Louis-Degneau (anciennement maison Prévost) et dans l'aire de protection de la maison de Saint-Hubert (anciennement maison des Sœurs-du-Sacré-Cœur-de-Jésus) (mandat confié le 2 décembre 2016).
- **Projet de loi n° 228**, Loi concernant la copropriété Le 221 St-Sacrement (mandat confié le 11 mai 2017).
- **Projet de loi n° 229**, Loi concernant certaines aliénations relatives à l'édifice de la Unity Building (mandat confié le 11 mai 2017).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 53**, Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires (mandat confié le 30 novembre 2016).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Régie du bâtiment du Québec.
- Fonds de recherche du Québec – Nature et technologies.
- Fonds de recherche du Québec – Santé.
- Fonds de recherche du Québec – Société et culture.

Mandat d'initiative

- Audition du Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec.
- Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 108**, Loi favorisant la surveillance des contrats des organismes publics et instituant l'Autorité des marchés publics (mandat confié le 24 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 226**, Loi concernant La Société des éleveurs de porcs du Québec (mandat confié le 16 mai 2017).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 62**, Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes (mandat confié le 15 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 113**, Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements (mandat confié le 2 décembre 2016).
- **Projet de loi n° 138**, Loi modifiant le Code de procédure pénale et la Loi sur les tribunaux judiciaires afin de favoriser l'accès à la justice et la réduction des délais en matière criminelle et pénale (mandat confié le 1^{er} juin 2017).

Consultation générale :

- Rapport quinquennal 2016 intitulé « Rétablir l'équilibre – Rapport sur l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et de la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé » (mandat confié le 30 mars 2017).

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 99**, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions (mandat confié le 19 octobre 2016).
- **Projet de loi n° 118**, Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux (mandat confié le 23 février 2017).
- **Projet de loi n° 130**, Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux (mandat confié le 22 février 2017).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 132**, Loi concernant la conservation des milieux humides et hydriques (mandat confié le 31 mai 2017).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 137**, Loi concernant le Réseau électrique métropolitain (mandat confié le 17 mai 2017).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Mandat d'initiative

- L'utilisation des appareils de téléphonie mobiles au volant.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 241) Mme Maltais (Taschereau) – **10 mai 2017**
Au ministre de la Culture et des Communications

Concernant la Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre, dans sa section III :

- Expliquer pourquoi le législateur a souhaité exiger la citoyenneté canadienne des personnes physiques, ainsi que des membres, des administrateurs et des détenteurs d'actions des personnes morales.
- Expliquer pourquoi le législateur a souhaité exiger la domiciliation au Québec des personnes physiques, ainsi que des membres, des administrateurs et des détenteurs d'actions des personnes morales.
- Expliquer pourquoi le législateur a souhaité exclure les résidents permanents domiciliés au Québec des critères permettant d'être admissible à l'agrément.

243) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **17 mai 2017**

Au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports

Dans son plan initial d'immobilisations 2009-2023, la Société des traversiers du Québec (STQ) prévoyait les coûts nécessaires à la rénovation et l'adaptation de certains quais aux traverses de Matane, Tadoussac, Sorel et Lévis.

Or, les coûts prévus pour ces travaux ont de beaucoup augmenté au cours des dernières années, augmentant jusqu'à quatre fois plus que ce qui était initialement prévu.

Le ministre délégué aux Affaires maritimes avait alors expliqué, en 2015, que « entre les premiers estimés et la réalisation, il arrive parfois qu'il y ait des différences. »

La STQ nous a confirmé, par des réponses fournies dans le cadre des dernières études de crédits budgétaires, que les coûts d'adaptation des quais à Sorel seraient maintenant de 50 millions de dollars et que le projet ne serait pas terminé avant 2021.

Le ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des Transports peut-il nous indiquer quels ont été ou quels seront les coûts finaux de chacun des projets mentionnés précédemment et nous expliquer les raisons exactes de l'augmentation des coûts?

Peut-il également nous expliquer les raisons de cette nouvelle hausse importante des coûts pour la réfection de divers embarcadères à la traverse de Sorel, lesquels sont passés de 40 millions de dollars à 50 millions de dollars entre 2015-2016 et 2016-2017?

244) M. Jolin-Barrette (Borduas) – **29 mai 2017**
Au ministre des Finances

La mission principale de la Maison nationale des Patriotes (ci-après MNP), située à Saint-Denis-sur-Richelieu, est de diffuser des connaissances qui témoignent de l'importance de l'histoire des Patriotes et de la vie quotidienne au Bas-Canada en mettant en valeur ces événements par le biais d'expositions, de publications, d'une collection et d'une programmation annuelle d'activités éducatives et culturelles. La SODEC est propriétaire de la Maison Jean-Baptiste-Mâsse et de la Meunerie Adréas Bonnier, dans lesquelles se déroulent les activités de la MNP. La MNP, en tant que gardienne et gestionnaire de ces biens, veille à leur préservation et conserve une collection qui met en valeur l'héritage que les Patriotes nous ont laissé.

La mission de la MNP est profitable non seulement sur le plan culturel, mais emblématique. Au niveau historique, leur lutte héroïque nous a laissé un héritage civique : en 1837 et 1838, les Rébellions des Patriotes ont provoqué des soulèvements armés afin de revendiquer l'établissement d'un gouvernement responsable. Ces événements sont inventoriés dans le répertoire du patrimoine culturel du Québec.

Cependant, cette mission de faire connaître une partie importante de notre histoire collective est maintenant en péril. En effet, suite à l'implantation du nouveau Programme d'Aide au fonctionnement des institutions muséales (ci-après PAFIM), l'aide financière accordée à la MNP, diminuera. Avec les nouveaux paramètres, les versements prévus occasionnent une coupure de 2 % pour 2016-2017, 9 % pour 2017-2018, 15 % pour 2018-2019 et une coupure prévisionnelle de 20 % pour 2019-2020. Les coupures significatives auront pour effet d'affecter directement le rôle que joue la MNP comme vecteur de diffusion de notre histoire et de notre culture.

Dans la foulée de cette mission, la Maison nationale des Patriotes gère également le Centre d'exposition de la Prison-des-Patriotes, située au sous-sol de l'édifice patrimonial Au-Pied-du-Courant où se trouve présentement le siège social de la SAQ. Le Centre d'exposition de la Prison-des-Patriotes a ouvert ses portes en 2003, et dès lors, c'est la Maison nationale des Patriotes qui a été responsable de l'exposition permanente. Elle organise également dans ces lieux des conférences ainsi que des expositions temporaires thématiques. Toutefois, la SAQ a annoncé le déménagement de son siège social en 2018, mettant en péril les activités prévues au Centre d'exposition de la Prison-des-Patriotes.

Qu'entend faire le ministre pour minimiser les conséquences importantes de la décision de déménager le siège social de la SAQ? Quelles mesures seront prises pour assurer la pérennité du Centre d'exposition de la Prison-des-Patriotes situé au Pied-du-Courant? La survie de la vocation de cet établissement est primordiale afin que la MNP demeure une institution fondamentale pour la diffusion de l'histoire de notre démocratie.

245) M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière) – **29 mai 2017**

À la ministre responsable du Travail

Lors de l'étude des crédits qui s'est déroulée le 3 mai dernier à la Commission de l'économie et du travail - volet travail, j'ai adressé une question à la ministre responsable du Travail au sujet des détenus recevant une indemnité de remplacement du revenu de la Commission des normes, de l'équité, et de la sécurité du travail (ci-après la CNESST). Malheureusement, la ministre n'a pas été en mesure de me fournir une réponse complète et satisfaisante.

Lorsqu'un employé reçoit des indemnités de remplacement du revenu (ci-après IRR) en raison d'un accident de travail, l'employeur peut l'assigner temporairement à d'autres tâches, le tout en conformité avec l'article 170 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (ci-après LATMP). La question porte sur la situation particulière d'un travailleur se retrouvant incarcéré alors qu'il reçoit une indemnité de remplacement du revenu, mais pour lequel un employeur a prévu une assignation temporaire.

L'article 142 de la LATMP prévoit que le versement des IRR peut être suspendu si le travailleur, sans raison valable, omet ou refuse de faire un travail que son employeur lui assigne temporairement. Selon la Commission des lésions professionnelles, « l'incarcération ne peut être considérée comme motif valable que le travailleur peut invoquer ».

De plus, l'article 363 de la LATMP précise qu'à la suite d'une décision en révision, ou lorsque le Tribunal administratif du travail annule ou réduit le montant d'une IRR, les prestations déjà fournies à un bénéficiaire ne peuvent être recouvrées par la CNESST (sauf s'il s'agit de mauvaise foi de la part du bénéficiaire), et c'est ce qui a été effectivement décidé dans une situation semblable où le commissaire soulignait qu'« aucune disposition de la loi ne permet à la CSST de suspendre le versement des indemnités de remplacement du revenu rétroactivement à la date de la décision ».

Finalement, l'article 326 alinéa 1 de la LATMP prévoit que : « La Commission impute à l'employeur le coût des prestations dues en raison d'un accident du travail survenu à un travailleur alors qu'il était à son emploi ».

1. Pour les quinze dernières années et par année, combien de personnes par année se retrouvent incarcérées alors qu'elles reçoivent des indemnités de remplacement du revenu?
2. Pour les quinze dernières années et par année, combien de ces personnes incarcérées recevant des indemnités de remplacement du revenu se sont vues offrir par l'employeur une assignation temporaire en vertu de l'article 170 de la LATMP?
3. Pour les quinze dernières années et par année, quel est le montant des prestations ne pouvant être recouvré en vertu de l'article 363 LATMP, ventilé par motifs (annulation ou réduction d'une IRR)?
4. Pour les quinze dernières années, combien d'employeurs ont été imputés en vertu de l'article 326 alinéa 1 de la LATMP, alors qu'ils ont offert une assignation temporaire et qu'ils sont en mesure d'offrir un travail que leur employé est raisonnablement en mesure d'accomplir, mais pour lequel le travailleur ne peut se présenter, en raison de son incarcération?

246) M. Bonnardel (Granby) – **1^{er} juin 2017**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Parfois, les services ambulanciers interviennent auprès de patients dans des délais importants, et ce, faute de ressources disponibles. Plusieurs facteurs peuvent justifier de tels délais, dont les besoins estimés par le ministère de la Santé et des services sociaux du nombre d'ambulances nécessaires pour couvrir le territoire.

Selon l'Arrêté ministériel concernant la détermination des zones de services d'ambulance et du nombre maximal d'ambulances par région et par zone, des normes de subventions aux services d'ambulance, des normes de transport par ambulance entre établissements et des taux du transport par ambulance (chapitre L-0.2, r. 2), le principal critère d'attribution des ambulances sur un territoire est démographique, c'est-à-dire qu'il faut tenir compte du nombre de citoyens.

Même si ce critère est important, d'autres facteurs peuvent aussi influencer la demande pour des services ambulanciers, par exemple, la moyenne d'âge de la population locale. En effet, une population plus âgée est plus à risque d'avoir recours à des services ambulanciers. Dans certaines régions, d'autres facteurs peuvent être parfois circonstanciels. C'est le cas des activités touristiques qui provoquent un afflux important de population à certains moments de l'année. Un bon exemple dans ma circonscription est le Zoo de Granby visité par 730 000 personnes.

Dans ce contexte, est-ce que le gouvernement du Québec prévoit revoir les critères d'attribution des ambulances pour mieux prendre en compte les différentes réalités propres à chaque territoire?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

- a) 1^{er} juin 2017
Loi visant à reconnaître l'autonomie des municipalités en matière d'aménagement du territoire et de protection des sources d'eau potable – *députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques.*
- b) 6 juin 2017
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin de faciliter le soutien aux proches – *député des Chutes-de-la-Chaudière.*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS